

Crise financière, crise économique, crise sociale, Une alternative est possible !

Revendicatifs, offensifs, ambitieux
Un Nord-Pas-de-Calais respecté !

Les Propositions

des élus Communistes et Républicains
du Nord-Pas-de-Calais

« *La justice sociale n'est pas simplement une cause juste,
elle remplit aussi une véritable fonction économique* »

Alain Bocquet - *Député du Nord*

Jean-Jacques Candelier – *député du Nord*

Jacky Hénin - *Député Européen*

Jean-Claude Danglot - *Sénateur*

Michèle Demessine – *Sénatrice*

Alain Bruneel - *Président du groupe des élus communistes au
Conseil Régional / ADECR 59*

Jacques Michon - *Président du groupe des élus communistes
et républicains au conseil général du Nord*

Dominique Watrin - *Président du groupe des élus
communistes et républicains au conseil général du Pas de Calais /
ADECR 62*

- Parlementaires
- Conseillers Régionaux
- Conseillers Généraux
- Maires
- Adjoints au Maire
- Présidents de groupe d'élus communistes et républicains dans les communautés d'agglomération
- Conseillers communautaires
- Conseillers municipaux

LA CRISE FINANCIERE N'EST PAS UNE FATALITE...

... Elle est le résultat des politiques libérales et sociales libérales menées depuis plus de 20 ans, fondées sur l'abaissement des coûts salariaux et des dépenses sociales.

C'est l'excès d'argent disponible sur les marchés financiers qui a entraîné les catastrophes économiques et sociales que nous constatons aujourd'hui.

« *Les caisses de l'Etat sont vides* » nous explique t'on depuis des années...

Pourtant, en France, le « magicien-funambule » Nicolas Sarkozy n'a pas mis longtemps avant de sortir **360 milliards d'euros** de son chapeau pour renflouer les banques et garantir leurs transactions.

Cela évidemment sans demander la moindre contrepartie, sans aucun contrôle, sans intervention possible de l'Etat.

Globalement, au niveau Européen, **2700 milliards d'euros** ont été dénichés pour venir au secours de ces « pauvres banquiers » ...

La crise financière n'est pas une fatalité, elle est le résultat d'un choix de société.

« DES CHOIX ECONOMIQUES ET INDUSTRIELS INJUSTES ET INEFFICACES »

Le budget 2009 de l'Etat doit "préparer l'avenir", disent-ils. Or, le gouvernement réduit considérablement, une fois de plus, le nombre de postes de professeurs dans l'éducation nationale, gèle les crédits de la recherche et de l'enseignement supérieur, assèche les ressources des collectivités locales, continue de se décharger des dépenses de protection sociale sur le porte-monnaie des français, réduit les moyens affectés à la santé publique...

En n'oubliant toutefois pas de maintenir le "bouclier fiscal" qui favorise les plus fortunés et de nous faire cadeau du droit de travailler jusqu'à 70 ans!

La région a perdu 40.000 emplois industriels depuis 1985, et la tertiarisation de l'économie régionale n'a aucunement compensé ces suppressions. Cela n'a servi qu'à précariser un peu plus l'emploi.

Alors si nous n'avons pas encore de vision sur les conséquences réelles à long terme de la crise, certaines grandes entreprises n'ont pas hésité une seconde à sauter sur ce prétexte pour anticiper la mise en œuvre de plans sociaux à l'exemple de La Redoute qui annonce plus de 600 suppressions de postes.

D'autres comme la Verrerie Cristallerie d'Arques mettent des lignes de production à l'arrêt, provoquant une vive inquiétude des salariés quant à la délocalisation de leurs activités vers des pays à bas coût de main d'œuvre.

1 million de milliards de dollars : C'est le montant des produits financiers dans le monde servant à alimenter la spéculation pour la spéculation.

Cette masse d'argent représente 20 ans de production mondiale.

C'est le « tout financier » au détriment de l'économie réelle créatrice d'emploi.

1 Milliard de personnes souffrent de la faim dans la monde.

35.000 postes de fonctionnaires supprimés

En 2008, les 10 % de français les plus riches ont bénéficié de 83 % des remboursements liés au bouclier fiscal.

2 euros sur 3 vont à ceux possédant un patrimoine supérieur à 15 millions d'euros.

Dans la région, 625 contribuables ont reçu un chèque de 25.184 euros en provenance directe de l'Etat, soit une enveloppe de plus de 15,7 millions d'euros.

Dans l'automobile et la sidérurgie ce sont des **milliers de salariés qui sont en repos forcé**, pour cause d'arrêt des lignes de production... Renault, Toyota, PSA, la Française de mécanique, Plastic Omnium, Valeo....

Oxford Automotive Douai vient d'annoncer le dépôt de bilan, laissant 600 familles sur le carreau. "La faute à la crise" ...

Arrêtons-nous sur le cas Arcelor Mittal, symptomatique de l'hypocrisie ambiante.

Un haut fourneau a été arrêté en octobre sur le site de Dunkerque, une ligne du site de Mardyck sera bientôt stoppée, pour une durée minimale de six mois.

L'entreprise pousse à la réorganisation des horaires de travail, à l'accroissement de la flexibilité, de la polyvalence. Sans oublier d'annoncer le gel des salaires...

Dans le même temps, le groupe annonce qu'il a réalisé **8 milliards d'euros de bénéfices nets sur les 9 premiers mois de l'année 2008.**

En fin d'année le pactole devrait donc atteindre les 10 milliards d'euros... Soit **2,5 milliards de plus qu'en 2007...**

Et pour remercier les salariés... 9.000 emplois seront supprimés dans le groupe dont 1.600 en France.

Les entreprises du CAC 40, c'est-à-dire les quarante plus grandes firmes françaises en termes de capitalisation boursière, devraient finir l'année avec des résultats supérieurs,

en moyenne, de 12,09 % par rapport à 2007, soit 99 milliards de bénéfices nets.

(Chiffres des analystes tenant compte de la « crise »)

Sans oublier qu'en France en 2007, 65 milliards d'euros d'aides publiques ont été accordées aux entreprises.

Pour quel résultat ?

**OUI, de l'argent... il y en a !
Il suffit de jeter un œil sur les dividendes reversés aux actionnaires des grands groupes en cette période de « crise »...
Encore faut-il avoir le courage politique d'aller le chercher là où il se trouve !**

*Renault :
Bénéfices nets,
1er semestre 2008 :
1,5 milliards d'euros*

POUR UNE REGION ENFIN RESPECTEE !

Si la Région ne dispose pas de tous les outils pour agir, elle peut toutefois être un lieu pertinent pour mettre en œuvre des mesures préventives et offensives face aux méfaits de la crise.

Les élus communistes et républicains formulent des propositions en ce sens, s'appuyant sur les nombreux atouts de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Certes, la région subit les effets néfastes d'une politique nationale et internationale qui déstructure socialement et économiquement nos territoires. Mais ses équipements structurels, sa jeunesse, sa main d'œuvre disponible et riche d'un véritable savoir-faire, sa culture industrielle et ses compétences doivent lui permettre de prétendre à l'excellence sociale et économique.

La région Nord-Pas-de-Calais c'est :

** un PIB de 91 milliards d'euros (5,2 % du PIB national).*

** la 3ème région économique française
* 97.000*

établissements regroupant 980.000 salariés

Il faut cesser d'affirmer que tout a été essayé contre le chômage. En réalité, rien n'a été tenté en France et dans notre région, sinon la reconduction systématique des politiques qui ont échoué.

Face à l'insécurité sociale durable et persistante qui frappe durement notre Région, il est de notre devoir d'agir, d'innover pour sortir de logiques économiques qui privilégient la rentabilité financière au détriment des besoins humains.

*Le région compte
désormais 197.000
demandeurs
d'emploi*

**Nous affirmons qu'il existe des marges de manœuvre
en Région pour répondre aux attentes de nos
populations.**

**Notre Région PEUT et DOIT, être un véritable
bouclier pour protéger ses habitants, ses salariés, son
tissu économique et industriel.**

C'est possible !